

1 juillet 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, dans "Ouest-France" du 1er juillet 2013, sur la politique du gouvernement.

1/ La majorité vient dessuyer des résultats très décevants dans des partielles. Quelles conclusions ?

Les élections partielles sont rarement bonnes pour les gouvernements en place, surtout en période de crise! Je prends néanmoins ces résultats pour ce qu'ils traduisent, une impatience pour une partie de l'électorat de gauche, une radicalisation pour une partie de l'électorat de droite.

2/Quelles leçons ?

La majorité doit s'organiser pour les prochains scrutins, notamment municipaux, pour partir rassemblée. Le gouvernement doit être encore davantage mobilisé dans la bataille qu'il a engagée contre le chômage. Enfin, il y a des valeurs à affirmer et des dangers à dénoncer. Tout ne se vaut pas dans le débat politique.

3/Quelles valeurs ?

Celles de la République qui sont fondées sur le « vivre ensemble » ! Celles de l'Europe pour être plus forts ensemble ! Parlons clairement : que propose l'extrême droite? De sortir de l'euro avec des conséquences qui seraient dramatiques pour notre pouvoir d'achat, de fermer nos frontières, au risque de faire perdre leur emploi aux salariés qui travaillent pour l'exportation, de chasser ceux qui sont chez nous depuis des années au prétexte qu'ils sont étrangers... Mais la meilleure réponse, c'est de redonner espoir aux français dans leur avenir. Nous sommes un grand pays qui, s'il se rassemble sur l'essentiel, est capable d'en finir avec la crise économique financière et morale.

4/Les impôts rentrent moins bien, même s'ils ont été augmentés. La Cour des Comptes chiffre à 28 milliards les économies dans les deux ans. Quelles réductions de dépense ?

En 2013, la dépense de l'Etat sera strictement maîtrisée. Pas un euro de plus ne sera versé par rapport à ce qui a été prévu dans le budget. Mais, la récession de ces derniers mois, nous prive de toutes les rentrées fiscales espérées. D'où le risque d'un déficit plus important que prévu. Que faut-il faire ? Augmenter les impôts ? Non. Nous n'allons pas la pression fiscale des Français en cours d'année. Ce serait contradictoire avec la volonté d'accélérer la reprise. Alors, nous prendrons de nouvelles mesures d'économies en 2014-2015. Et pas simplement dans la sphère de l'Etat mais aussi dans celle des administrations locales et dans les dépenses sociales. C'est le sens de la réforme des retraites ou de la politique familiale. C'est un effort que l'ensemble du pays doit faire pour lui-même et avec lui-même.

5/ Mais quelles économies ?

L'Etat demande beaucoup aux fonctionnaires. Je rappelle que ce sera la 4<sup>e</sup> année de gel du point d'indice. Ils ne peuvent pas être la variable d'ajustement pour réduire les déficits. Car je veux garantir des missions essentielles : l'Education, la Sécurité, la Santé. Aussi, je propose que toutes les politiques publiques soient évaluées par rapport à leur efficacité. Pour les collectivités, nous allons réduire les dotations de l'Etat de 1,5 milliard. Reste la question de la protection sociale. Des réformes sont nécessaires, c'est pourquoi nous allons prochainement discuter avec les partenaires sociaux de l'avenir des retraites, avec un esprit de justice et de responsabilité.

6/ Faire mieux avec moins ?

Tout le monde, notamment dans l'opposition, demande des économies. Mais quand il en est proposé par le gouvernement, ce ne sont jamais les bonnes. Comme il était possible de

propose par le gouvernement, ce ne sont jamais les bonnes ! Comme s'il était possible de demander toujours plus à l'Etat et toujours moins aux contribuables...

7/ Vincent Peillon annonce 10000 postes dans le secondaire. C'est bien le moment ?

Oui : il s'agit de 10000 emplois aidés ou contrats d'avenir, et non pas de postes de fonctionnaires. Le but étant d'assurer un meilleur accueil des élèves handicapés, un meilleur encadrement des élèves en difficulté, une meilleure surveillance des établissements. Bref, apporter un meilleur service éducatif tout en favorisant l'insertion professionnelle.

8/ Sans croissance, quest-ce qui vous permet de croire à une inversion de la courbe du chômage ?

Ce n'est pas un pronostic, c'est un engagement. Chaque année 150 000 nouveaux actifs rentrent sur le marché du travail. Pendant ce temps-là, l'économie, faute de croissance, détruit entre 50 et 100 000 emplois. Pour stabiliser le chômage, le gouvernement a donc lancé les emplois d'avenir - 100 000 sont prévus d'ici la fin de l'année pour des jeunes sans qualification- et créé les contrats de génération. 70 000 seront signés dans les entreprises pour permettre l'embauche d'un jeune et le maintien dans l'emploi d'un senior. Enfin, la compétitivité des entreprises se redresse. Grâce au crédit d'impôt, le coût du travail a baissé de 2% depuis le début de l'année.

9/ Malgré une baisse, la fiscalité du travail reste excessive...

Oui, notamment pour les artisans et les PME. Aussi, est-il nécessaire de réfléchir à une réforme des cotisations sociales pour ne pas les faire reposer sur le seul travail. Les partenaires sociaux se sont saisis de cette question.

10/ Est-il juste de ne pas s'attaquer aux régimes spéciaux de retraites? Ou de ne pas rapprocher les fonctionnaires du régime général ?

La réforme des régimes spéciaux est intervenue en 2008. Un calendrier a été fixé pour sa mise en œuvre. Il sera strictement respecté. Quant aux fonctionnaires, la durée et le taux des cotisations sont désormais équivalents aux salariés du privé. Et le taux de remplacement, c'est-à-dire le niveau des pensions, est le même pour les deux secteurs. En revanche, si nous allons vers l'allongement de la durée de cotisation, cela vaudra pour tous les régimes. La règle sera commune, avec des critères de différenciation qui seront fondés sur la prise en compte de la pénibilité.

11/ Allez-vous fixer des limites à la réforme en matière de durée, de taux ?

J'ai simplement affirmé, avec le Premier ministre, que nous ne toucherions pas à l'âge légal - qui est de 62 ans- et à l'âge qui permet de partir à la retraite à taux plein, 67 ans. Ce serait injuste pour ceux qui ont commencé à travailler tôt.

12/ Vous venez à Lorient inaugurer un hôpital. Dans un contexte de crise, comment défendre le système de santé ?

Je viens inaugurer le nouveau Centre Hospitalier Bretagne Sud qui est un exemple d'innovation et de regroupement d'activités. C'est une façon de mieux soigner et de mieux maîtriser la dépense. Le gouvernement continuera à moderniser l'hôpital public. Mais parallèlement, il entend faire mieux coopérer les professionnels de santé dans le cadre des parcours de soins pour les patients. Nous avons besoin de tous les acteurs : hôpitaux, cliniques, médecins de ville et paramédicaux.

13/ Notre-Dame des Landes, le moment est venu de trancher ?

Une commission de dialogue a été constituée, l'équipement est souhaité par la plupart des élus mais contesté par certaines associations. Il faut sûrement prendre des précautions supplémentaires. Mais je fais confiance à la concertation qui s'est engagée pour trouver une solution équilibrée dans l'intérêt du grand Ouest.

14 / Dans le sens d'un aboutissement ?

Le projet garde son fondement, mais la commission de dialogue a recommandé des études complémentaires. Le gouvernement s'est engagé à les conduire.

15/ Sur le TGV ?

L'objectif de mettre Brest à trois heures de Paris figurait, déjà, dans un comité interministériel d'aménagement du territoire en 2003 ! En 2017, avec la réalisation de la LGV qui mettra Rennes à 1h25 de Paris, Brest et Quimper seront à environ 3h15 de la capitale. Poursuivons les études sur la desserte ferroviaire du grand Ouest. Le débat public aura bien lieu l'année prochaine. Et

ch<sup>er</sup>chons comment arriver à gagner encore quelques minutes de la manière la plus économique pour les deniers publics.